

GT opérations et programmes

Contribution ENGIE

Pour générer des CEE, les dossiers de demande peuvent être de trois natures différentes, à savoir :

- des opérations standardisées, dont le catalogue est toujours en révision,
- des opérations spécifiques, dont le guide a été mis à jour par l'ADEME,
- des programmes d'accompagnement, dont le développement est parfois freiné par leur prix et leur complexité.

ENGIE souhaite conserver ces trois modes d'obtention et en accroître la productivité.

Concernant les opérations standardisées :

ENGIE constate que la révision du catalogue d'opérations standardisées est toujours en cours près de deux ans après son lancement et préconise de revoir l'articulation entre la révision de fiches historiques et la création de nouvelles fiches prometteuses (ex : chaudière hybride) de manière à éviter que l'une perturbe l'autre.

ENGIE est par ailleurs en faveur d'une bonification des opérations standardisées d'économies d'énergie qui ne sont pas valorisées à la mesure des économies d'énergie qu'elles génèrent ou qui représentent un investissement lourd pour les ménages, notamment dans le cadre de la précarité énergétique.

Dans ce cadre, ENGIE soutient la bonification des chaudières pour les ménages précaires.

ENGIE est également en faveur d'un soutien plus fort à la rénovation énergétique globale pour tous les ménages.

Concernant les opérations spécifiques :

ENGIE se félicite de la mise à jour du guide ADEME relatif aux opérations spécifiques.

ENGIE préconise en complément de ce guide de faire un point annuel détaillé sur les opérations spécifiques réalisées; la lettre d'information pourrait consacrer un de ses numéros à cette fin.

Concernant les programmes :

ENGIE suggère d'accroître le déploiement des programmes notamment dans le cadre de la précarité énergétique car ceux-ci sont indispensables afin de sensibiliser les ménages aux économies d'énergie et de faciliter la détection des projets de rénovation énergétique.

Les programmes sont aujourd'hui handicapés par un niveau de prix trop élevé par rapport aux transactions CEE observées sur le registre (facteur 2), une pérennité réduite (un an pour la précarité) face à des délais de mise en œuvre important (plus d'un an).

ENGIE préconise deux mesures, à savoir :

- réviser le prix de référence des programmes : 2 €/MWh cumac pour les CEE classique et 5 €/MWh cumac pour les CEE précarité,
- pérenniser les programmes sur la 4^{ème} période CEE.